

Plaidoyer de Ocha pour des millions de citoyens burundais en détresse

PANA, 08 juin 2016 Bujumbura, Burundi - L'Office des Nations unies pour les affaires humanitaires (Ocha) a dressé, mercredi, un lourd bilan chiffré des conséquences de la crise multiforme de plus d'un an qui affecte des millions de Burundais et appelle une réponse massive et urgente de la Communauté internationale. Depuis le début de cette année, le pays doit surtout composer avec une épidémie de malaria qui a déjâ alité 3,4 millions de personnes et donné mort à 1.679 autres, lit-on dans une "note d'informations humanitaires" de l'Ocha, transmise, mercredi, à la PANA. Ces chiffres sont environ deux fois plus élevés que pendant la même période de l'an dernier, et les efforts en cours pour lutter contre le fléau comprennent des campagnes de sensibilisation, la distribution de moustiquaires et le renforcement de la surveillance, selon la même source. L'autre aspect de la crise que met en relief Ocha a trait aux réfugiés burundais qui ont hâte de rentrer au bercail et refaire leurs vies. Pour le moment, leur nombre ne cesse de croître dans les pays limitrophes, essentiellement en Tanzanie et au Rwanda, au point d'atteindre 265.175 personnes au 2 juin 2016. D'un autre côté, l'office onusien a noté un mouvement inverse de retour de ressortissants burundais expulsés du Rwanda voisin et qui constituent un fardeau supplémentaire pour le pays d'origine. Les deux pays sont en mauvais termes depuis l'éclatement de la crise, le Burundi suspectant le Rwanda de velléités destabilisatrices par réfugiés interposés. Plus de 2.500 "migrants irréguliers" originaires du Burundi ont été ainsi récemment expulsés du Rwanda et sont retournés d'un commun accord sur les collines d'origine, précise Ocha. L'office préoccupe également des conséquences du changement climatique qui a occasionné d'importants dégâts matériels humains depuis le retour des pluies, en septembre dernier, jusque récemment encore, en mai. Dans le domaine de la justice, Ocha se réjouit du transfert de 60 garçons qui étaient détenus dans des prisons pour adultes vers les centres de rééducation plus appropriés aux mineurs. De plus, 31 enfants accusés de participation à des groupes armés ont complété un programme de formation professionnelle de trois mois et ont reçu des kits pour faciliter leur réinsertion sociale. Par contre, Ocha se préoccupe d'arrestations et d'expulsions des écoles ainsi que des blessures qui ont infligées ces derniers jours à de jeunes élèves du secondaire pour "outrage à chef de l'Etat". L'office humanitaire Nations unies estime à plus de 300 enfants qui ont été expulsés et de deux blessés par des tirs des forces de l'ordre à arrêter une dizaine de leurs camarades, accusés d'avoir gribouillé la photo du chef de l'Etat dans un manuel scolaire sciences humaines. Au niveau de la sécurité, Ocha revient sur un ultimatum controversé de 15 jours que le président burundais a lancé, le 31 mai dernier, aux "rebelles de Mugamba", une région du sud du pays, pour déposer les armes. La situation politique du pays tarde à se dénouer et l'ultimatum a été ressenti comme une "déclaration de guerre" par les milieux de l'opposition également prêts à en découdre, au risque de prolonger les souffrances de la population et principale victime de la crise. Ocha se réjouit à la fin de la réponse humanitaire de la Communauté internationale qui commence à s'organiser pour faire face aux différentes situations de détresse des Burundais, notamment à travers la levée globale de 22 millions d'euros que l'Union européenne (Ue) envisage de caisser, principalement au profit des réfugiés burundais d'un commun accord dans les pays voisins.